De la cohabitation à l' « entrouverture » Profil de l'année politique

JEAN-LUC PARODI

La double consultation présidentielle et législative du printemps 1988 ferme une parenthèse et ouvre une phase nouvelle de la Ve République.

Avec la réélection de François Mitterrand prend fin cette période exceptionnelle dans l'histoire des démocraties occidentales que constitue la coexistence au sommet de l'Etat d'un Président de la République élu au suffrage universel mais indirectement désavoué par l'échec de ses partisans aux élections législatives intermédiaires et d'un Gouvernement juridiquement nommé par lui mais politiquement légitimé par la nouvelle majorité parlementaire issue de celles-ci. Les lendemains de l'élection ne seront pas, eux non plus, tout à fait des lendemains comme les autres. La tentative dite d' « ouverture » à la fraction la plus modérée de l'ancienne majorité parlementaire, le doute très provisoire sur le recours à la dissolution, la campagne électorale étonnamment « démajoritarisée », le résultat mitigé de la consultation législative, la formation d'un gouvernement de « majorité relative » comprenant quelques ministres centristes, l'autonomisation d'un groupe parlementaire centriste, les prises de position de R. Barre, tous ces éléments contribuent à donner au second septennat mitterrandien une tonalité nouvelle qu'à défaut d'ouverture réussie on propose de baptiser « entrouverture ».

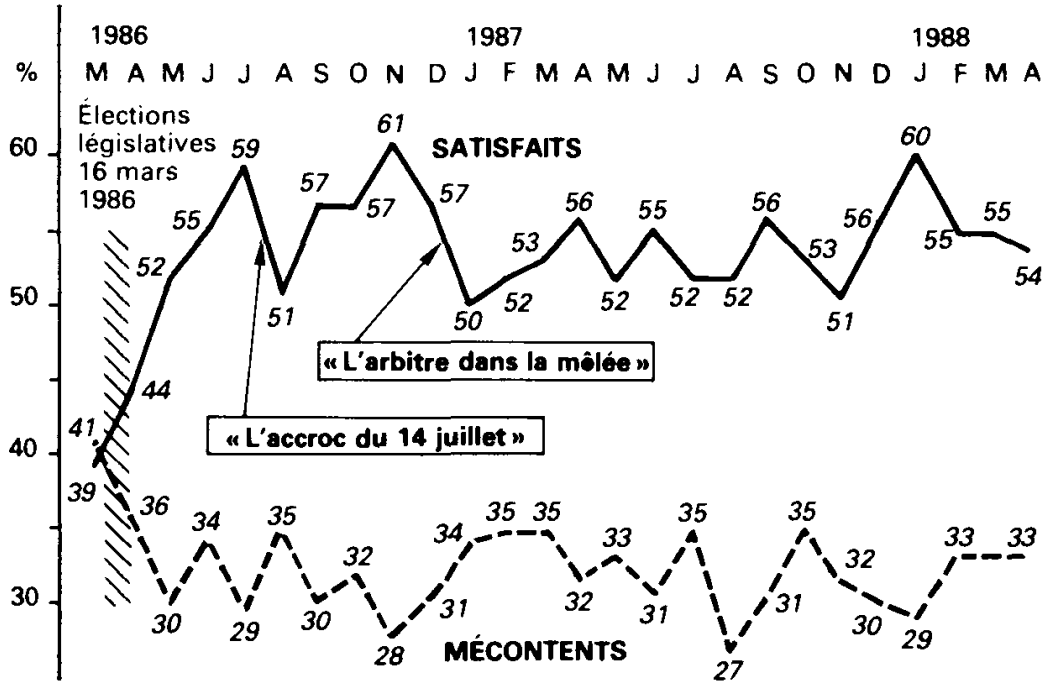
Parce qu'il doit rendre compte à la fois de cette fin de parenthèse et de ce commencement original, ce profil de l'année 1988 qui, comme les précédents[1], entend en marquer les temps forts, les étapes et les spécificités, synthétisera d'abord les traits caractéristiques des deux années de cohabitation avant d'analyser les effets de l' « entrouverture ».

1. Voir cette chronique, *Pouvoirs*, nos 11, 15, 19, 23, 27, 31, 35, 39 et 44.

• *La fin de la cohabitation favorable aux deux titulaires de l'exécutif*

On ne reviendra pas ici sur le modèle d'interprétation de l'opinion durant les deux années de cohabitation proposé l'an dernier[2], ni sur les caractéristiques dominantes des popularités de François Mitterrand et de Jacques Chirac durant cette période, sinon pour en souligner brièvement les évolutions au cours des derniers mois précédant l'élection présidentielle.

Napoléon disait de la Constitution idéale qu'elle devait être « courte et obscure ». On percevait clairement dès 1987 combien la campagne électorale de F. Mitterrand devrait être, elle aussi, courte et obscure. Courte pour limiter au minimum la durée de désacralisation de la fonction présidentielle. Obscure, c'est-à-dire chargée d'ambiguïtés pour le passé et d'incertitudes pour l'avenir, pour conserver au maximum cette part de popularité arbitrale et de promesse de rassemblement qui pourrait le jour venu assurer la victoire. Parce qu'il a su remarquablement capitaliser jusqu'au dernier moment sa double popularité de leader de la gauche à gauche et d'arbitre rassembleur au centre droit, poursuivant sa gestion douce de la cohabitation et réussissant une subtile et indirecte



GRAPHIQUE 1. — La courbe de popularité (IFOP) de F. Mitterrand Président de la République, pendant la cohabitation (mars 1986 - avril 1988)

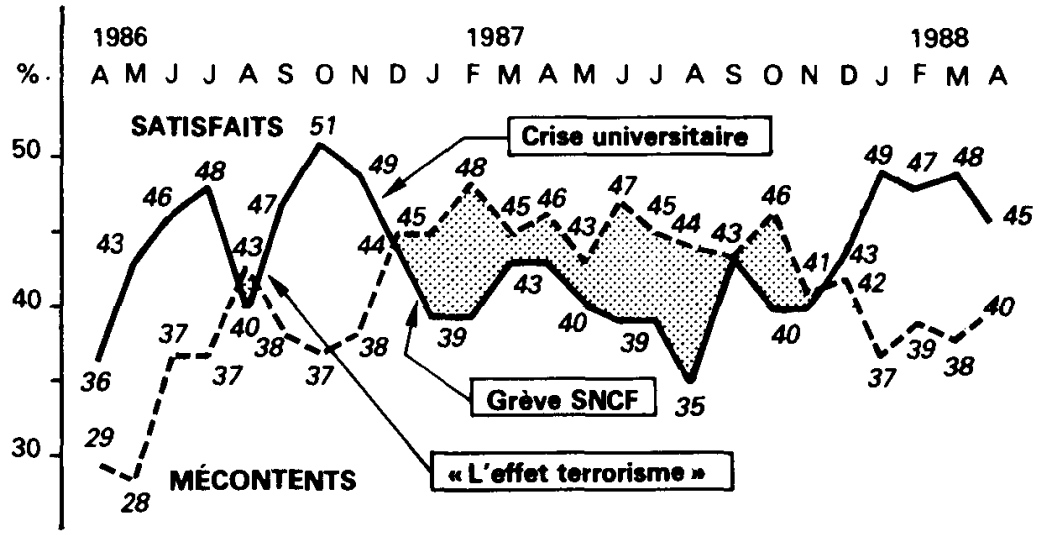
2. Jean-Luc Parodi. La France de la cohabitation, *Pouvoirs*, n° 44, p. 167-178.

captation des bons résultats de la politique économique, F. Mitterrand va parvenir à la veille de l'élection avec un quadruple avantage (graphique 1) : 21 points de plus de satisfaits que de mécontents (54 % contre 33 %), un score encore supérieur d'un point à celui de sa moyenne de 1987, 9 points d'avance sur J. Chirac et une situation supérieure à celle de de Gaulle (52 % de satisfaits, 39 % de mécontents) et naturellement de Valéry Giscard d'Estaing (40 % de satisfaits, 46 % de mécontents) à moins d'un mois du premier tour de 1965 et de 1981. Et c'est grâce à une fraction importante des sympathisants de droite qu'il conserve cet avantage, 33 % de sympathisants UDF et même 27 % de RPR se déclarant encore satisfaits de lui comme Président de la République.

C'est bien de la cohabitation et des effets bénéfiques de sa soumission tribunicienne que F. Mitterrand tire son exceptionnelle popularité à la veille de l'élection.

A un niveau nettement inférieur, il en va de même de J. Chirac. Après une année d'impopularité majoritaire, il va obtenir dans les premiers mois de 1988 ses meilleurs résultats de toute la cohabitation, automne 1986 dû à l' « effet terrorisme » mis à part (graphique 2). Commencée en décembre 1987, accentuée en janvier 1988, stabilisée ensuite, cette remontée semble résulter de la rencontre pour une fois positive de deux facteurs d'explication habituellement de sens opposés, la dimension économique et la dimension sécuritaire.

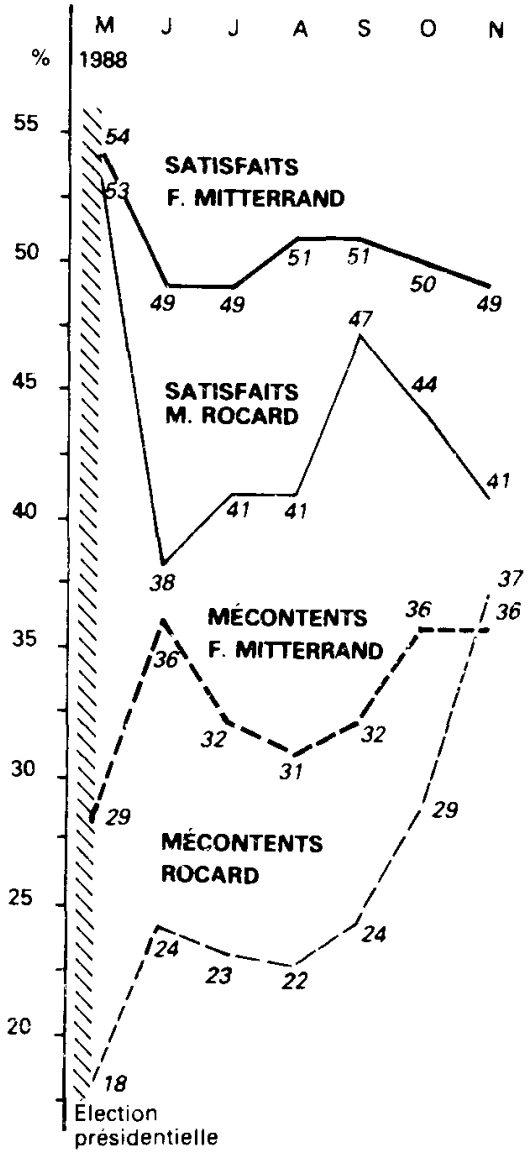
La libération des otages, les autres succès sécuritaires et la campagne gouvernementale sur l'amélioration de la sécurité sont en effet fréquemment cités par les personnes ayant changé d'opinion au cours de cette période. Mais, alors que cette chronique avait pu résumer l'année dernière l'impopularité chiraquienne par « la déception économique tempérée par



GRAPHIQUE 2. — La courbe de popularité (IFOP) de J. Chirac Premier ministre, pendant la cohabitation (avril 1986 - avril 1988)

les sursauts sécuritaires », l'année 1988 commence par une amélioration générale des indicateurs économiques, d'autant plus rapidement perçue par l'opinion que la campagne gouvernementale *La France se redresse* le présente de façon réussie.

Avec 49 % en janvier 1988 après vingt-deux mois d'action gouvernementale, sa cote apparaît comme l'une des meilleures des vingt dernières années, supérieure à celles de L. Fabius, P. Mauroy ou R. Barre qui, à même distance, étaient inférieures à 40 %, le premier gouvernement Chirac et celui de P. Messmer oscillant autour de 45 %. La cohabitation fait donc en quelque sorte de J. Chirac le président sortant de la droite.



GRAPHIQUE 3. — La courbe de popularité (IFOP) de F. Mitterrand Président de la République et de M. Rocard, Premier ministre

Ainsi restaurée à la veille de la consultation présidentielle, cette situation favorable, suffisante pour devancer R. Barre au premier tour, ne le sera pas pour résister à F. Mitterrand au second.

• *L'entrouverture et ses problèmes*

Largement approuvé au lendemain de sa réélection, 54 % de satisfaits et 29 % de mécontents en mai au baromètre IFOP, F. Mitterrand assisté d'un Premier ministre qui incarne presque à lui tout seul l'ouverture subit un mois plus tard le choc en retour de la dissolution hâtée et de l'insuccès législatif, bref de l'entrouverture (graphique 3). Perdant cinq points de satisfaction, en gagnant sept de mécontentement, il paie clairement le prix de cette tentative perçue comme dangereuse à gauche, comme insuffisante à droite. Michel Rocard subit une baisse encore plus spectaculaire du fait de son point de départ élevé qui, enregistré au lendemain de sa nomination, mesurait plus son image que son action.

Mais une fois le choc encaissé, le Premier ministre va progressivement refaire une partie du chemin perdu. Six mois après sa nomination à Matignon, il présente un solde général très positif (+ 15 points en octobre) et limite les mécontents en dessous de la barre des 30 %. Sa cote est légèrement recentrée par rapport à celle du Président de la République : un peu moins de satisfaits chez les sympathisants communistes et socialistes, un peu plus chez les UDF et les RPR.

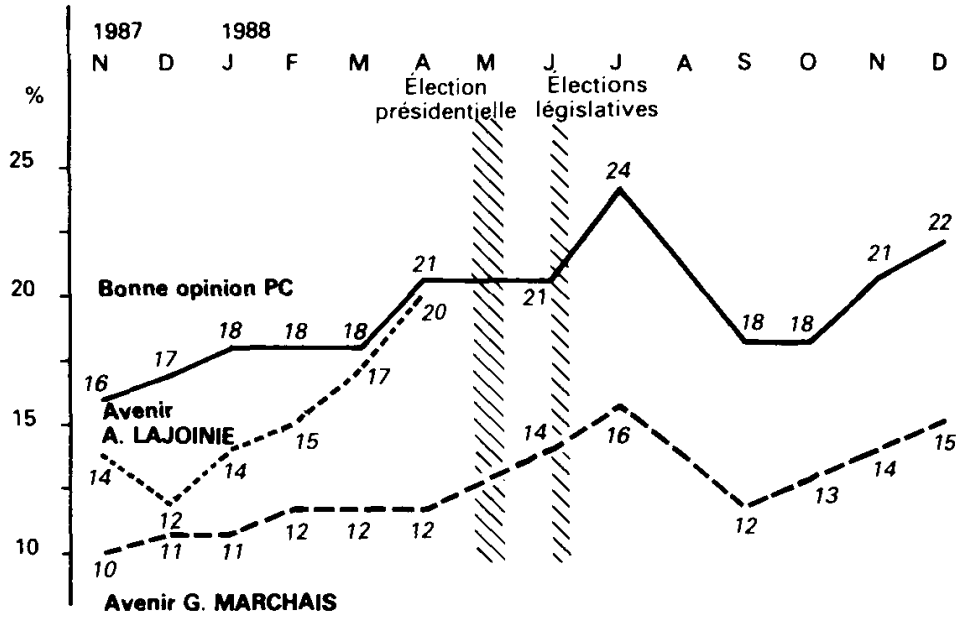
Six mois après la double consultation du printemps, un Président fort encore de sa popularité arbitrale et de sa réélection triomphale et un Premier ministre encore porté par son image personnelle se préparent à faire face aux attentes de changement qu'a réveillées la campagne électorale.

• *Le PC : la remontée des Enfers*

Stabilisé durant les deux ans de cohabitation à 16 % en moyenne de bonne opinion (et à 10 % de cote d'avenir pour G. Marchais), le PC va paradoxalement enregistrer à l'approche de son échec historique d'avril 1988 son meilleur score depuis quatre ans : 21 % de bonne opinion (graphique 4). Paradoxe seulement apparent, car l'on sait que la cote du PC, une fois dépassé son noyau de sympathisants, dépend prioritairement de la bienveillance de ses voisins socialistes et donc de son attachement au moins électoral à l'Union de la gauche.

Sauvetage législatif aidant, le PC atteindra même 24 % en juillet (niveau qu'il n'avait jamais réalisé depuis mai 1983), avant de retrouver à l'automne des scores plus classiques, mais un peu supérieurs à ceux de la cohabitation.

On pressent peut-être derrière ses chiffres les premières conséquences du nouveau cas de figure du Parti communiste dans le système politique



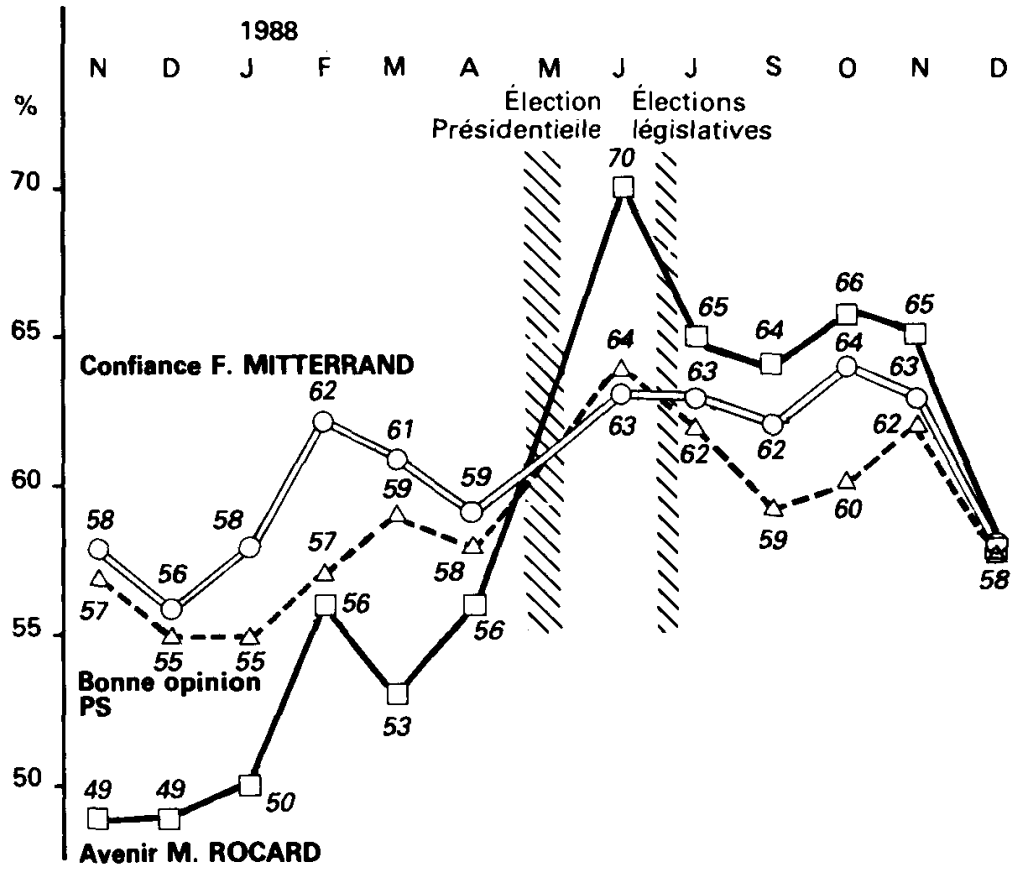
GRAPHIQUE 4. — L'évolution du PC et de son leader (SOFRES)

de la Ve République, caractérisées à la fois par l'Union de la gauche modulée mais maintenue au niveau électoral et l'autonomisation déchargée des responsabilités du pouvoir au niveau parlementaire et gouvernemental.

• *Le PS stabilisé au sommet*

Tiré vers le haut dès le début de la cohabitation par la remontée de F. Mitterrand, le PS termine cette période au plus haut (graphique 5) : 59 % de bonnes opinions en mars, score le plus élevé depuis près de six ans (juillet 1982). La réélection présidentielle de son leader de fait l'élève même à 64 % au lendemain de l'élection et sa cote demeure depuis lors supérieure à 60 %. Tout se passe pour lui comme s'il bénéficiait à la fois de la popularité encore arbitrale de F. Mitterrand et du socialisme différent de Michel Rocard.

La hiérarchie des figures du socialisme, telle qu'elle apparaît par exemple fin octobre, est très révélatrice. Au-dessus de 60 % d'abord, on trouve très groupées la confiance pour M. Rocard (66 %), sa cote d'avenir (65 %), la confiance pour F. Mitterrand (63 %) et la bonne opinion du PS (62 %). Dix points plus bas, J. Delors (54 %) bénéficiant à la fois de la notoriété et de la neutralité politique que lui donnent ses responsabilités européennes et nettement soutenu à droite, et J. Lang (53 %) fortement appuyé par les plus jeunes. Dix points encore plus bas, soit à vingt points des premiers, L. Fabius (44 %), L. Jospin (42 %), P. Bérégovoy (41 %), suivis eux-mêmes à dix points de P. Mauroy (33 %), qui porte, comme hier Lionel Jospin, le poids du statut de porte-parole du PS, d'autant plus lourd en termes de popularité qu'il exige fonctionnellement une certaine dose d'agressivité à l'égard des autres acteurs partisans.



GRAPHIQUE 5. — L'évolution du PS et de ses leaders (SOFRES)

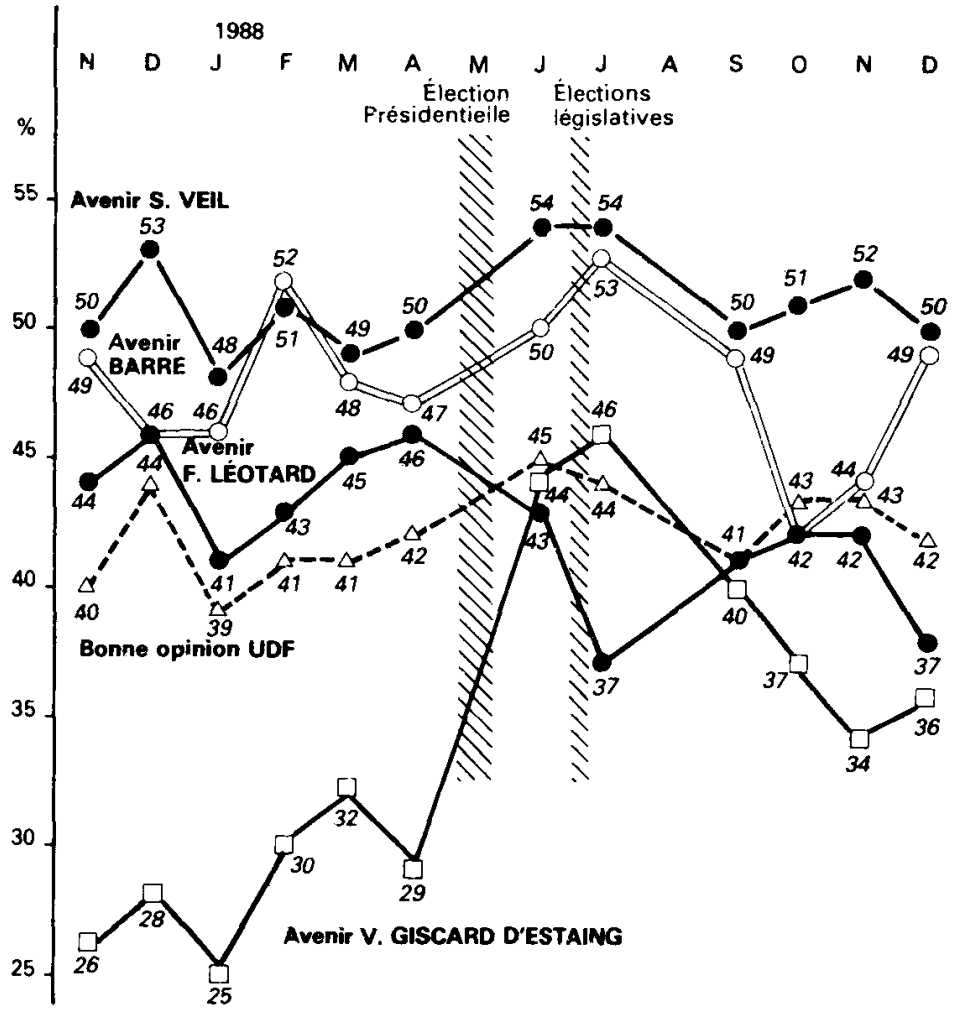
• *L'UDF : remontée giscardienne et déstructuration barriste*

Si le premier trimestre 1988 confirme les grands traits de l'année 1987, domination de R. Barre et de S. Veil, stabilité de l'UDF, mouvements de yo-yo de la cote de François Léotard, stagnation de V. Giscard d'Estaing, les résultats des deux consultations du printemps vont bouleverser au moins provisoirement les hiérarchies et les structures de popularité habituelles à l'UDF (graphique 6).

Premier changement, la spectaculaire remontée (+ 15 points) de V. Giscard d'Estaing, tirant profit de la double défaite de J. Chirac et de R. Barre et passant de 29 % en avril à 44 % en juin et 46 % en juillet, puis reperdant par degré à l'automne l'essentiel des gains précédents.

Deuxième changement, la retombée de R. Barre des 53 % en juillet aux 42 % d'octobre. Cette baisse qui le laisse cependant au second rang des personnalités de la droite s'accompagne d'une modification en profondeur de la structure partisane de sa popularité (tableau 1), presque aussi élevée chez les sympathisants socialistes (43 % en novembre 1988) que chez les RPR (46 %) (tableau 1, p. 173).

Troisième changement, les difficultés de F. Léotard payant aux lendemains des législatives le prix de ses positions politiques antérieures, soutien mitigé à R. Barre, rapprochement avec le RPR, durcissement du ton à l'égard des centristes. Il enregistre en juillet son plus mauvais score depuis janvier 1986, mais remonte progressivement depuis lors.



GRAPHIQUE 6. — L'évolution de l'UDF et de ses leaders (SOFRES)

A l'automne, l'écart est dès lors plus important que jamais entre une S. Veil toujours au sommet et les autres leaders de l'UDF, R. Barre affaibli par la déstructuration de sa popularité à droite, F. Léotard non remis de ses difficultés antérieures, V. Giscard d'Estaing qui n'est pas parvenu à conserver les bénéfices provisoirement tirés de l'échec de ses deux grands rivaux et P. Mehaignerie (29 % de cote d'avenir SOFRES en novembre) encore insuffisamment connu de l'opinion.

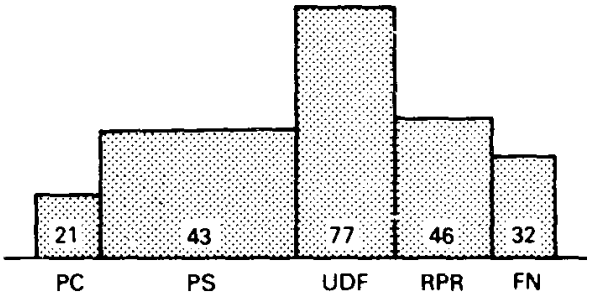
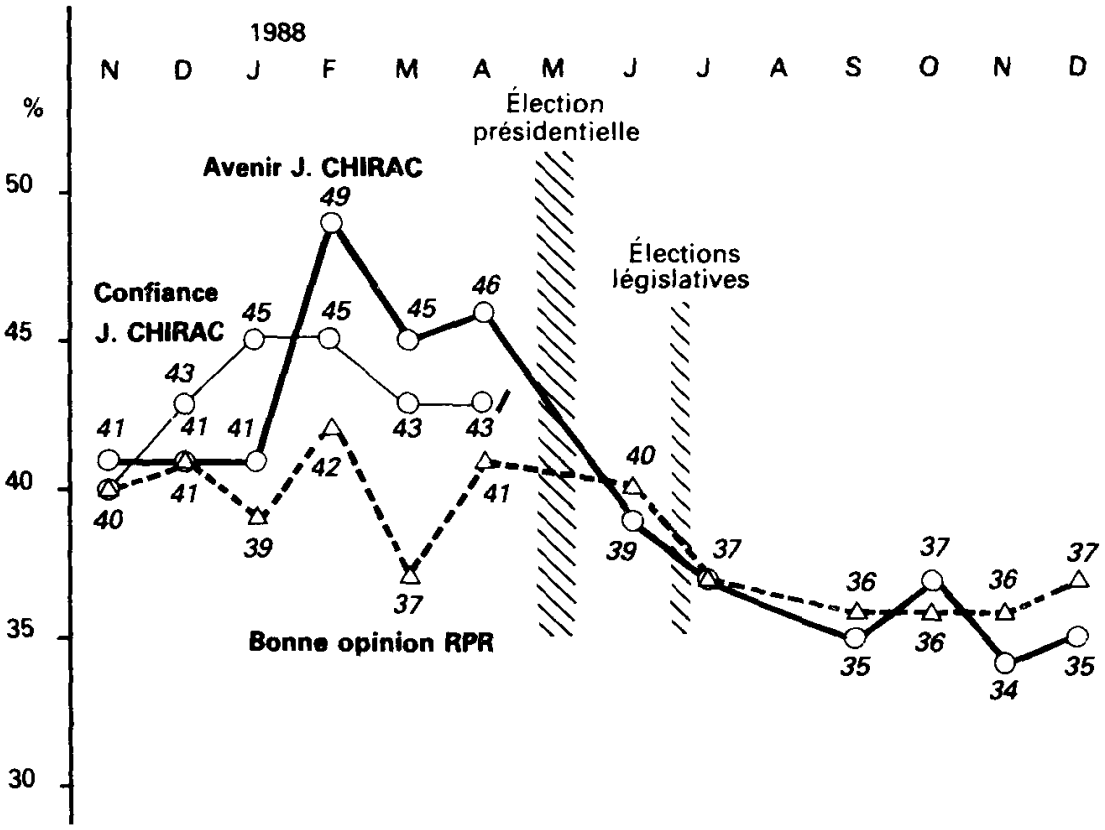


TABLEAU 1. — Cote d'avenir SOFRES de R. Barre par proximité partisane (novembre 1988)

• *Le RPR : les lendemains difficiles de l'échec présidentiel*

Comme les années précédentes, la cote du RPR suit les évolutions de J. Chirac, de loin quand ses fonctions gouvernementales et ses aptitudes présidentielles l'élèvent au-dessus de 45 % de cote d'avenir, de plus près quand les difficultés de son action ou le retour à l'opposition le ramènent aux alentours ou en dessous de la barre des 40 % (graphique 7).



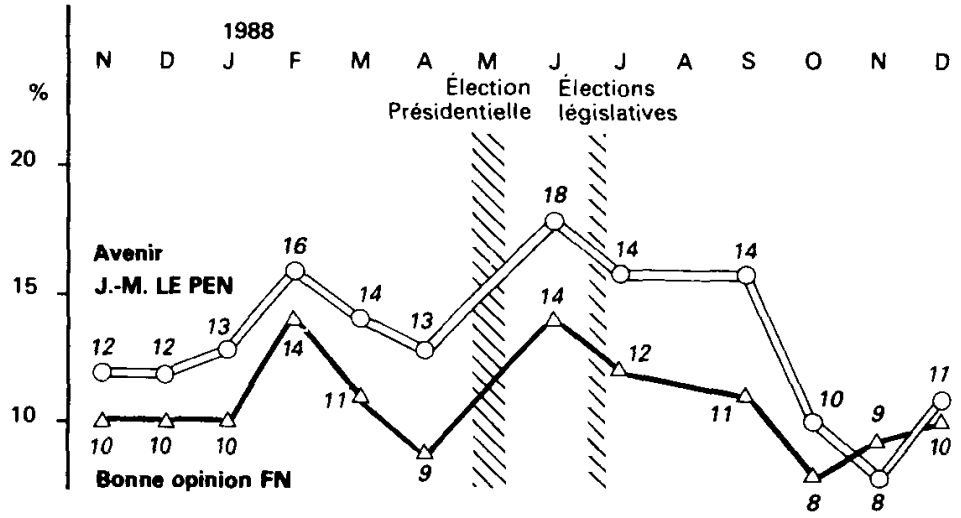
GRAPHIQUE 7. — L'évolution du RPR et de son leader (SOFRES)

Tel est bien le cas, après son double échec présidentiel, insuccès du premier tour, lourd échec du second. Remonté à 49 % après sa candidature fin janvier et encore à 46 % en avril, J. Chirac tombe à 39 % en juin, 35 % en septembre et 34 % en novembre, le ramenant ainsi aux basses eaux de 1984-1985 et gommant les bénéfices provisoires qu'il avait pu tirer de la cohabitation et de la direction du Gouvernement. Le RPR présente une version modérée de cette régression, ne reculant que de 6 points de février à novembre, là où son leader en perd 15.

Aucune autre personnalité du RPR ne semble tirer profit des difficultés de J. Chirac, ni E. Balladur, Ph. Séguin ou Ch. Pasqua stabilisés autour de 30 %, ni A. Juppé bloqué comme hier son prédécesseur J. Toubon au-dessous de la barre des 25 %.

• *Front national : la rechute*

Après l'affaire du « point de détail » qui avait entraîné en octobre 1987 une chute spectaculaire de la cote d'avenir SOFRES de Jean-Marie Le Pen de 17 % à 10 % (et de la cote de bonne opinion du Front national de 15 % à 8 %), le semestre suivant marqué par les campagnes présidentielles se caractérise par sa remontée progressive[3] qui va même culminer à 18 % (et à 14 % pour le FN) au lendemain de son score record du premier tour



GRAPHIQUE 8. — L'évolution du Front national et de son leader (SOFRES)

3. Facilité au demeurant par la quasi-disparition, à l'approche de l'élection présidentielle, de la dénonciation du Front national par des candidats qui savent qu'ils auront besoin de ses électeurs pour gagner le second tour.

de l'élection présidentielle (graphique 8). Cet effet postélectoral est identique à ceux enregistrés aux lendemains des élections européennes de 1984 (hausse de 14 % à 19 %) et des législatives de 1986 (hausse de 14 % à 20 %). De façon symétrique, le recul législatif provoque un effet de sens contraire (baisse de 18 % à 14 %).

En septembre, le nouvel excès verbal de Jean-Marie Le Pen (« Durafour crématoire »), la controverse qui s'ensuit, la dissidence d'une petite partie du Front national, la clarification de la position du RPR à son égard et le semi-échec cantonal entraînent une nouvelle dégradation. Pour la première fois depuis son entrée au baromètre SOFRES, le leader du Front national voit sa cote d'avenir à la fois tomber à 8 % seulement fin octobre 1988 et devenir inférieure à celle de son parti (bonne opinion du Front national : 9 %).

La remontée du lepénisme après le « point de détail » incite à interpréter avec prudence ses difficultés automnales et à lire dans les hauts et les bas de l'année 1988 les indices d'une tentation réelle d'autres électorats pour les thèmes du Front national, tentation freinée cependant par son extrémisme même[4].

En définitive le début du second septennat de François Mitterrand, quoique toujours déterminé par les structures lourdes de la Ve République, semble en moduler le fonctionnement en raison de cinq innovations récentes.

— L'héritage de la cohabitation : de ces deux années de coexistence obligée et de soumission forcée, et des effets de popularité et de vote qui en ont résulté, François Mitterrand a tiré les leçons en adoptant une stratégie présidentielle de retrait, lui permettant d'économiser au maximum les bénéfices de sa réélection.

— « L'entrouverture » : insuffisante pour renverser les équilibres politiques forgés depuis plus de deux décennies, mais suffisante pour « redonner du jeu » à la machinerie politique, l'entrouverture du printemps réactualisée par la tactique d'abstentionnisme constructif du groupe UDC modifie les perceptions générales du système par l'opinion.

— La déconnexion des alliances électorales et des coalitions parlementaires : pour la première fois sous la Ve République, l'alliance électorale des formations de gauche maintenue pour les élections présidentielles, législatives et cantonales ne s'est pas au lendemain de la victoire maintenue au niveau parlementaire. Au moins provisoirement, le PC pourrait ainsi ajouter les bénéfices de l'irresponsabilité gouvernementale aux avantages de la discipline républicaine.

— La recrudescence des attentes de changement nées de la nouvelle alternance : moins fortes assurément qu'en 1981, mais également moins satisfaites fût-ce symboliquement, elles sont aussi moins encadrées par des syndicats affaiblis et une CGT que ne vient plus freiner la présence du PC au gouvernement.

4. Sur la « tentation lepéniste », voir IFOP, *Journal du Dimanche*, 16 octobre 1988.

— Une crise d'identité : la réserve du Président, le principe et les limites de l'ouverture, la disjonction des alliances et des responsabilités, les divisions de la droite et la désunion de la gauche, tout tend à rendre plus opaque le fonctionnement du système politique et plus incertaines les identifications partisanes.

C'est des poids respectifs de ces différentes innovations et de leur interaction avec les contraintes structurelles de la Ve République que dépendra pour partie l'évolution de l'opinion au cours de l'année 89.